

ADA, expert en finance inclusive

Rapport annuel 2023





ADA,
acteur de progrès,
pour un monde plus
INCLUSIF et
DURABLE.

Amplification de notre impact en 2023

L'année 2023 a été une période riche, avec des avancées majeures en termes de transformations et consolidation. Grâce à l'engagement sans faille de nos équipes, partenaires et financeurs, nous avons contribué à améliorer les conditions de vie de plus de **186 000 bénéficiaires** répartis dans 55 pays à travers des programmes et projets novateurs mis en œuvre avec 15 millions d'euros.

Nous sommes fiers de constater que notre expertise en **gestion de programmes** et en **conseil en investissement** génèrent toujours plus d'impact pour les populations vulnérables que nous soutenons en priorité (les jeunes entrepreneurs, les petits exploitants agricoles et forestiers, et les ménages vulnérables) grâce à la mise en place de solutions adaptées et innovantes.

Les projets gérés par ADA ont touché, rien que pour 2023, 100 000 nouveaux bénéficiaires de **services financiers**, 20 000 nouveaux bénéficiaires de **renforcement de capacités**, 15 000 nouveaux bénéficiaires de **solutions d'accès au marché** et 800 nouveaux bénéficiaires d'un **accès aux services de base**, en grande majorité des ménages vulnérables. Au total, cela porte à 336 000 le nombre de nouveaux bénéficiaires impactés par nos programmes pour la période 2022-2023.

Chaque année, nous renforçons notre capacité à mesurer et à tracer l'impact de nos interventions grâce aux acti-

vités de **gestion des connaissances**. Cet engagement continu à optimiser notre impact illustre de manière concrète comment la finance inclusive peut mobiliser efficacement des solutions innovantes, tant financières que non-financières, pour répondre de manière ciblée à des besoins spécifiques et ainsi réduire les vulnérabilités.

2023 a été aussi marquée par le lancement du FIT (Financing Innovation Tool), qui a clôturé l'année avec trois investissements réalisés. Cela illustre la capacité que nous avons à développer des outils novateurs, flexibles et adaptés pour stimuler l'investissement d'impact. De plus, nous avons intensifié l'impact de nos collaborations : notamment l'appui à la coopération luxembourgeoise via la collaboration avec LuxDev qui a permis d'étendre nos activités et notre impact en Afrique et en Amérique centrale ; et également dans le cadre du programme SSNUP (Smallholder Safety-Net Upscaling Programme), 34 projets ont été financés et 119 organisations appuyées.

Nous pouvons aussi souligner cette année le rôle majeur joué par ADA dans l'organisation de la SAM - Semaine africaine de la microfinance - au Togo qui a permis de réaffirmer la position particulière que nous occupons dans l'écosystème de l'inclusion financière en Afrique, soulignant notre engagement pour favoriser le partage des connaissances et de meilleures pratiques.

En conclusion, nous tenons à exprimer notre gratitude à chacun des acteurs avec lequel nous travaillons étroitement et qui par leur dévouement, passion et expertise, permettent à ADA de continuer à faire une différence significative dans la vie de personnes vulnérables. Ensemble, nous sommes acteurs de progrès vers un monde plus inclusif et durable pour tous.



Laura Foschi
Directrice exécutive de ADA



Patrick Losch
Président du conseil
d'administration de ADA

Table des matières

6

ACTIVITÉS

Ce que nous faisons

8

ACTIVITÉS

Chiffres clés 2023

10

ACTIVITÉS

**Les programmes de ADA
dans le monde en 2023**



12

JEUNES ENTREPRENEURS

Soutien financier & accompagnement professionnel des jeunes entrepreneurs

16

CHAÎNES DE VALEUR AGRICOLES ET FORESTIÈRES

Des produits financiers adaptés pour les petits exploitants agricoles & forestiers



© Coumba Communication

ACCÈS AUX SERVICES DE BASE

20 Améliorer l'accès à l'énergie & à l'eau pour un développement durable

APPUI SECTORIEL

24 Appuyer le renforcement du secteur de la finance inclusive



© ADA

CONSEIL EN INVESTISSEMENT

26 ADA, conseiller en investissement de LMDF et du FIT

GESTION DES CONNAISSANCES

28 Amélioration continue au sein de l'organisation grâce aux activités de gestion des connaissances



© Philippe Lissac

SEMAINE AFRICAINE DE LA MICROFINANCE

30 Le secteur de la finance inclusive rassemblé au Togo pour la SAM

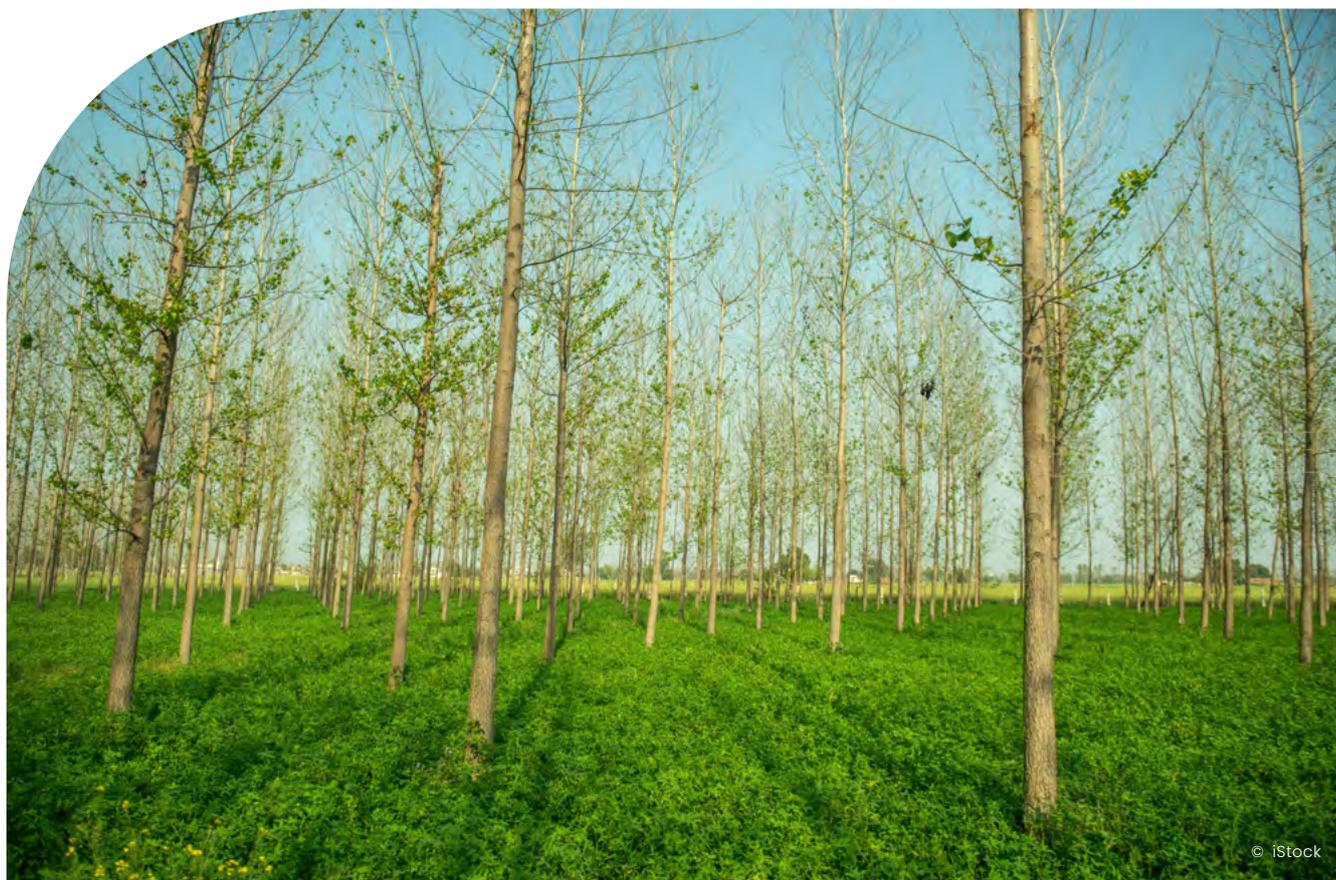
FOCUS

36 Notre engagement à compenser nos émissions carbone

COLLABORATION

38 Nos partenaires institutionnels en 2023

Ce que nous faisons



Gestion de programmes

Les programmes de ADA renforcent l'autonomie des personnes vulnérables en utilisant la finance inclusive afin d'améliorer leurs conditions de vie. Ces programmes se concentrent sur l'entrepreneuriat des jeunes (cf. page 12),

les chaînes de valeur agricoles et forestières (cf. page 16) et l'accès aux services de base (cf. page 20). Tous les projets sont mis en œuvre en partenariat avec des organisations et des prestataires de services locaux, qui pourront ensuite continuer à offrir les services de manière autonome.



Conseil en investissement

En tant que conseiller en investissement d'impact auprès du fonds LMDF (Luxembourg Microfinance and Development Fund) pour Investing for Development (IforD) et auprès du Financing Innovation Tool (FIT), ADA effectue la prospection, la sélection et l'analyse des entreprises présentant les profils recherchés par LMDF et FIT, et le cas

échéant, leur fournit une formation et une assistance technique afin d'optimiser leurs performances financière et sociale. Alors que LMDF renforce principalement les institutions de microfinance, ADA a lancé le FIT pour permettre aux organisations à impact social peu financées d'accéder au financement (cf. page 26).

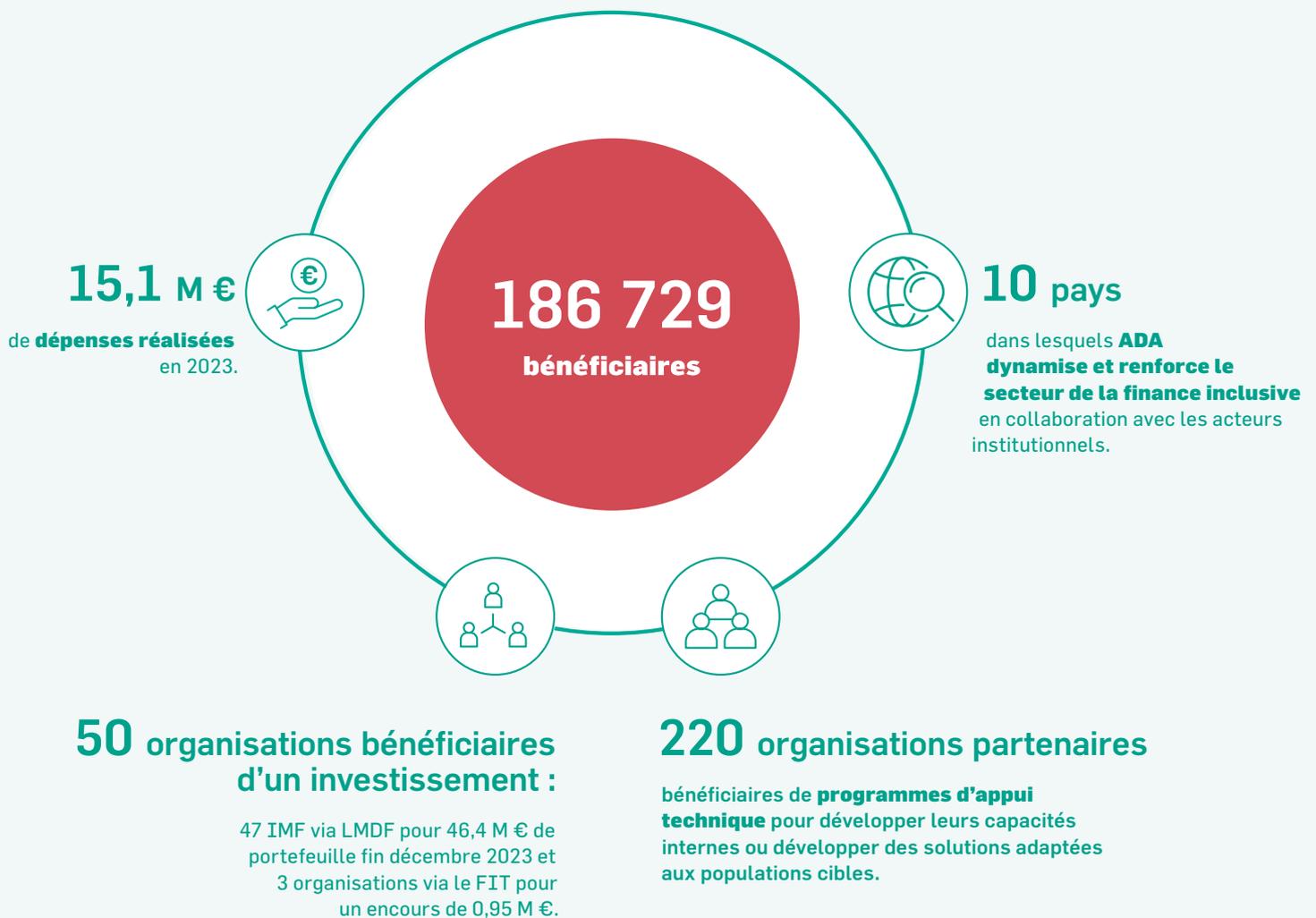


Gestion des connaissances

Les activités de gestion des connaissances consistent à analyser l'impact des projets de ADA, à identifier, capitaliser, produire et partager des

connaissances sur la base de l'expérience issue des projets de ADA et de celle d'autres acteurs des secteurs du développement et de la finance inclusive (cf. page 28).

Chiffres clés 2023



186 729

bénéficiaires de solutions répondant à leurs besoins, dont 60% de femmes

19 638

bénéficiaires de services d'accompagnement technique et/ou entrepreneurial



761

ménages ayant accès aux services de base



162 516

bénéficiaires de services financiers adaptés dont 62 674 via l'activité de conseil en investissement



15 434

bénéficiaires de solutions d'accès aux marchés



Contribution de ADA aux objectifs de développement durable (ODD)



CIBILE 1.4

Accès aux services de base, dont la microfinance

CIBILE 1.5

Renforcement de la résilience des personnes vulnérables



CIBILE 2.3

Amélioration de la productivité agricole et des revenus des petits producteurs, y compris via l'accès aux services financiers

CIBILE 2.4

Adoption de pratiques agricoles productives, durables et résilientes



CIBILE 3.9

Réduction des problèmes de santé liés à la pollution de l'air, de l'eau et du sol



CIBILE 4.4

Renforcement des compétences nécessaires à l'emploi et l'entrepreneuriat



CIBILE 6.2

Accès à des services d'assainissement



CIBILE 7.1

Accès à l'énergie propre



CIBILE 8.10

Renforcement de capacités des institutions financières et accès aux services financiers



CIBILE 9.3

Accès petites entreprises aux services financiers et intégration dans les chaînes de valeur



CIBILE 11.1

Amélioration des conditions de vie



CIBILE 13.3

Sensibilisation aux changements climatiques



CIBILE 15.1

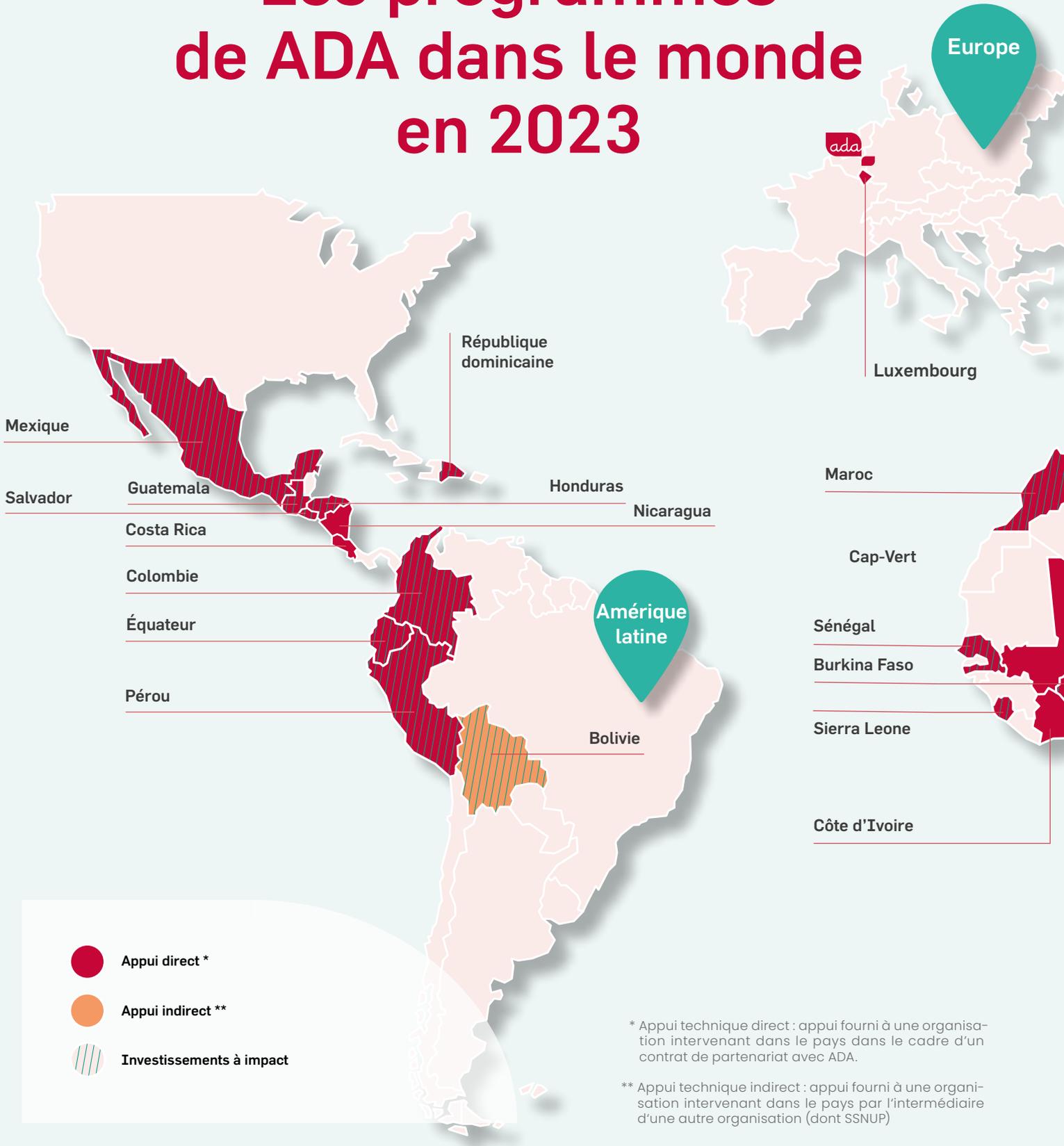
Exploitation durable des écosystèmes terrestres et d'eau douce

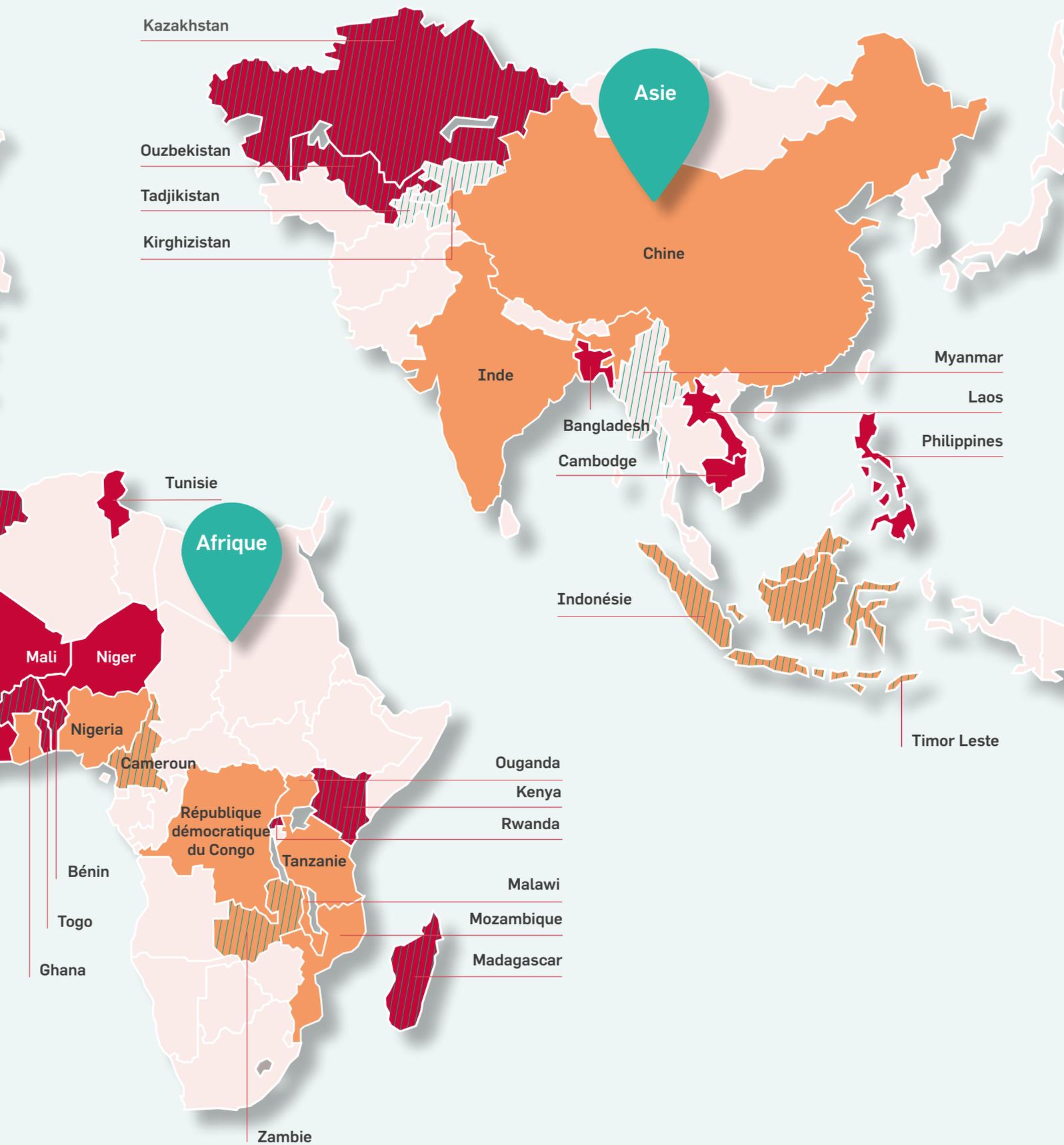


CIBILE 17.3

Investissements directs étrangers
CIBILE 17.17
Appui aux stratégies nationales dans les pays en développement

Les programmes de ADA dans le monde en 2023





Soutien financier & accompagnement professionnel des jeunes entrepreneurs

Aider les jeunes entrepreneurs à lancer et développer une entreprise viable est pour ADA une priorité stratégique.

ADA collabore avec de nombreux intervenants pour fournir aux micro-entreprises et aux PME un financement flexible et sur mesure, ainsi que des compétences professionnelles.



Stimuler l'esprit d'entreprise chez les jeunes des pays en développement est indispensable pour réduire le chômage et maximiser leur contribution à l'économie. Ces jeunes doivent cependant faire face à de nombreux défis.

Peu de prestataires de services financiers comprennent et accompagnent de manière adéquate les jeunes chefs d'entreprise, dont les besoins en financement évoluent tout au long du cycle économique : une startup n'a pas les mêmes besoins de financement qu'une PME en pleine croissance.

De manière générale, les jeunes entrepreneurs sont considérés comme des clients à haut risque en raison de leur historique de crédit limité, de leur forte mobilité et du manque d'actifs à présenter en garantie. Ils dépendent donc souvent de leur épargne ou de l'argent de leurs proches pour lancer et développer leur entreprise.

Le financement seul ne suffit pas

Le manque de compétences professionnelles dans le domaine entrepreneurial constitue un autre défi, car la formation professionnelle et le soutien au développement des entreprises sont insuffisants dans la plupart des pays. Or, des compétences financières, comptables et de gestion sont indispensables au développement d'une entreprise, ainsi qu'à l'obtention et à la gestion d'un prêt bancaire.

ADA a donc élargi son éventail de partenariats. Outre sa collaboration avec des institutions financières, ADA travaille avec des organisations de soutien aux entrepreneurs telles que des incubateurs et des accélérateurs. Tous les projets ont pour objectif d'apporter aux jeunes un accompagnement en gestion d'entreprise, un accès à des services financiers adaptés, ainsi qu'un accès aux marchés.

Toutes les parties sont gagnantes : les institutions financières sont plus enclines à accorder des crédits, car elles ont l'assurance que l'entrepreneur est bien accompagné et supervisé.

Les incubateurs, quant à eux, sont en mesure d'offrir des services plus globaux aux entrepreneurs grâce à des partenariats avec les institutions financières. Cela rend leurs services non seulement plus attrayants, mais aussi plus durables.

Accompagnement des micro-entrepreneurs au Sénégal

En partenariat avec l'agence de développement luxembourgeoise LuxDev, ADA crée un environnement favorable pour les jeunes micro-entrepreneurs du nord et du centre du Sénégal en construisant et en coordonnant un réseau de prestataires d'appui technique et entrepreneurial en collaboration avec l'institution de microfinance locale U-IMCEC (Union Mutualiste d'Épargne et de Crédit).

Ce projet vise à développer des services financiers personnalisés pour les jeunes avec des conditions flexibles et à leur proposer des formations et un accompagnement avant et après le décaissement du crédit. Tout au long de l'année 2023, le programme s'est enrichi d'un accompagnement post-financement des jeunes entrepreneurs, ce qui a permis un meilleur suivi et des améliorations de compétences, en gestion, confiance, entraide, réseautage et accès au marché. En conséquence, le programme est maintenant prêt à être mis à l'échelle et a déjà été étendu au nord du Sénégal.



© Yawal



© ADA

Accompagnement de la croissance des entreprises grâce au YES-FI

Si le projet sénégalais vise à aider les jeunes entrepreneurs à lancer leur entreprise, ADA cherche également à soutenir les entreprises existantes ayant besoin de financer leur prochaine phase de croissance. L'initiative de financement durable des jeunes entrepreneurs appelée « YES FI » (Young Entrepreneurs Sustainable Financing Initiative) octroie aux entrepreneurs en pleine croissance des financements allant de 5 000 à 50 000 euros dans divers pays d'Afrique et d'Amérique centrale.

Cette catégorie de besoins de financement est l'une des moins desservies du « chaînon manquant » (ou missing middle), qui correspond aux demandes de financement trop élevées pour les institutions de microfinance et trop faibles pour attirer l'attention des banques commerciales et des investisseurs d'impact. Tant que les entrepreneurs ont un crédit en cours, ils bénéficient de l'accompagnement des incubateurs partenaires. Les coûts de cet accompagnement sont partiellement couverts par les remboursements du crédit.

Le programme finance les entrepre-

neurs afin de leur créer un historique de financement auprès des institutions financières locales, qui peuvent ensuite prendre en charge les cycles de financement suivants à moindre risque et sans le soutien de ADA.

L'initiative YES-FI se caractérise également par le fait que les remboursements de la dette ne sont pas fixes, mais calculés en fonction du chiffre d'affaires mensuel de l'entreprise. ADA a choisi cette approche novatrice pour réduire le risque de non-remboursement des crédits, les entrepreneurs bénéficiant d'une plus grande flexibilité.

Les incubateurs Alterna au Guatemala et La Fabrique au Burkina Faso sont de bons exemples du type d'incubateurs soutenus par le YES-FI, car ils visent en priorité le financement de jeunes entrepreneurs et d'entreprises ayant un impact social et environnemental positif.

Les deux incubateurs ont mis en œuvre le programme avec une plus grande autonomie en 2023, en faisant bon usage du financement de YES-FI pour atteindre un nombre croissant d'entrepreneurs. Alterna a créé une structure de financement ad hoc appelée Devela pour financer davantage d'entrepreneurs et a bénéficié d'un prêt FIT fin 2023 (cf. page 26).

Une évaluation à mi-parcours du programme en 2023 a souligné l'importance de fournir systématiquement aux entreprises financées des solutions de comptabilité numérique ou en face-à-face. En outre, les incubateurs doivent être renforcés à la fois sur le plan opérationnel (par exemple, en améliorant leur capacité à collecter et à analyser les données d'impact) et sur le plan institutionnel. Ces conclusions seront prises en compte au Rwanda, où le programme est actuellement mis en œuvre.

Le programme YES-FI bénéficie également d'un financement de Generali Investments Luxembourg.

Stimuler les MPME vertes en Afrique

ADA a commencé à explorer les moyens de soutenir les MPME (micro, petites et moyennes entreprises) vertes en 2023. Trois projets-tests ont été lancés pour jeter les bases d'un nouveau programme d'emplois verts pour les jeunes, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de la construction et des énergies renouvelables, en vue de lutter contre le changement climatique, d'encourager l'entrepreneuriat vert et de créer des emplois pour les jeunes.



© Marbos Productions



ADA propose à différentes catégories de jeunes entrepreneurs des mécanismes de financement adaptés pour combler les déficits de financement, ainsi que le renforcement de leurs compétences professionnelles pour accroître l'impact social, environnemental et économique de leur entreprise.

Chiffres clés 2023 jeunes entrepreneurs

503 nouveaux jeunes entrepreneurs **bénéficiaires de services financiers**

22 entrepreneurs **bénéficiaires d'un crédit basé sur les revenus**, mécanisme cogéré par des incubateurs et institutions financières, pour un montant moyen de 37 200EUR

184 jeunes **bénéficiaires d'un crédit classique** adapté à leurs besoins

190 jeunes **détenteurs d'un produit d'épargne**

364 jeunes **bénéficiaires de services et outils de renforcement de capacités**

260 jeunes **bénéficiaires d'un programme d'accompagnement à l'entrepreneuriat** via un incubateur ou une IMF

69 jeunes **bénéficiaires d'un service de comptabilité** offert par de jeunes comptables via une plateforme digitale

39 jeunes **entrepreneurs spécialisés dans les filières alimentaires** également appuyés sur les bonnes pratiques techniques

Contribution aux ODD



OBJECTIF 8.10 :

Renforcement des capacités des institutions financières nationales

OBJECTIF 2.3 :

Amélioration de la productivité agricole et des revenus des petits producteurs alimentaires, y compris via l'accès aux services financiers

OBJECTIF 4.4 :

Renforcement des compétences nécessaires à l'emploi et à l'entrepreneuriat

OBJECTIF 9.3 :

Accès des petites entreprises aux services financiers et intégration dans les chaînes de valeur

Des produits financiers adaptés pour les petits exploitants agricoles et forestiers

ADA s'efforce d'améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles et forestiers en augmentant leur productivité et en facilitant leur accès aux marchés et aux services financiers appropriés.

À cette fin, ADA met en relation les acteurs de la chaîne de valeur et fournit un appui technique pour promouvoir les bonnes pratiques agricoles et forestières.



Les exploitants agricoles et forestiers et les autres acteurs des chaînes de valeur agricoles, agroalimentaires et forestières des pays en développement ont besoin d'accéder à des services financiers appropriés pour améliorer leurs moyens de subsistance et accroître leur productivité, afin de renforcer la sécurité alimentaire globale. Cependant, de nombreuses institutions financières manquent de ressources et d'outils pour gérer les prêts agricoles et forestiers. Il est donc difficile pour les exploitants agricoles et forestiers d'obtenir des financements pour améliorer leurs pratiques de production et accéder à de nouveaux marchés.

Le soutien apporté par ADA aux petits producteurs est triple. Premièrement, ADA met en place des projets d'appui technique qui augmentent la productivité et la durabilité. Deuxièmement, ADA s'efforce de développer des services de financement agricole et forestier avec des institutions de microfinance (IMF) et des investisseurs d'impact, principalement pour faciliter l'accès des exploitants agricoles et forestiers au financement. Troisièmement, ADA renforce les liens entre les différents acteurs de la chaîne de valeur afin de faciliter l'accès aux marchés pour les exploitants agricoles et forestiers et les transformateurs.

Renforcer les chaînes de valeur

Les rendements agricoles sont appelés à diminuer dans les années à venir en raison de la détérioration des conditions climatiques et de la dégradation des sols, et le secteur agricole est également l'un des principaux responsables des changements climatiques en raison de la gestion non durable des terres, des forêts et du bétail. Malgré l'importance cruciale des secteurs agricole et forestier pour la subsistance des petits exploitants, la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement, leur développement est freiné par le fait qu'ils sont mal desservis par les institutions financières et par l'absence de chaînes de valeur structurées.

Pour remédier à ces lacunes structurelles, ADA s'efforce de mettre en relation différents acteurs des chaînes de valeur agricoles et forestières, allant des producteurs et transformateurs aux prestataires de services et aux acheteurs en gros. Cette approche axée sur la chaîne de valeur combine le renforcement des capacités techniques innovantes (y compris des pratiques climato-intelligentes) avec l'accès aux marchés, des financements adaptés et des outils de transformation digitale.

Dans ce contexte, ADA a mis en place plusieurs projets-tests innovants depuis 2022 afin de mettre en relation les fournisseurs et les acheteurs et de compléter les services financiers par des solutions numériques et de renforcer des capacités.

Au total, 21 projets-tests ont été mis en place avec diverses organisations partenaires, comprenant des PME, des coopératives, des incubateurs, des IMF, des intermédiaires en assurance et des fournisseurs de technologies.

Nouvelle orientation sur les chaînes de valeur forestières

Depuis 2022, ADA explore les possibilités de fournir des financements et des formations sur mesure aux acteurs des chaînes de valeur forestières. ADA s'adresse à un nouveau groupe de bénéficiaires aux besoins spécifiques : les petits exploitants forestiers. En effet, leurs cycles de production sont plus longs et ils ont des besoins de financement à plus long terme que les agriculteurs.

ADA a mis en place plusieurs projets-tests au Guatemala, Costa Rica et au Rwanda pour mieux comprendre ces besoins en vue de développer des programmes d'appui à l'attention des exploitants forestiers et des micro, petites et moyennes entreprises de transformation du bois.

Par exemple, ADA mène un projet-test avec l'incubateur d'entreprises Tikonel pour renforcer les chaînes de valeur forestières dans les hautes terres occi-

dentes du Guatemala. Ce projet a aidé plus de 60 exploitants forestiers à gérer leurs forêts selon de bonnes pratiques durables afin d'approvisionner ultérieurement les entreprises de transformation du bois à un prix équitable. Par ailleurs, plusieurs PME transformatrices de bois ont été formées à l'entrepreneuriat.

Au Rwanda, ADA aide l'IMF Inkunga à développer des prêts sur mesure à court et moyen terme pour les agriculteurs qui souhaitent planter des arbres pour la production de bois afin de diversifier leurs sources de revenus. Les prêts seront également accordés aux grossistes, aux détaillants et aux charpentiers pour financer des achats en vrac de produits du bois tels que les poteaux et le bois scié.



SSNUP : un programme d'accompagnement des petits agriculteurs coordonné par ADA

Le programme SSNUP (Smallholder Safety Net Upscaling Programme) vise à accroître la productivité et la résilience des petits exploitants agricoles d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. SSNUP cofinance des projets d'appui technique portés par des investisseurs d'impact qui accompagnent les petits exploitants agricoles et les acteurs de la chaîne de valeur tels que les PME, les coopératives agricoles, les IMF et d'autres intermédiaires financiers agricoles. Ces projets vont du développement de l'assurance indicielle à la promotion d'une agriculture agro-écologique et climato-intelligente.

Initié en 2020, le programme cible les chaînes de valeur agricoles dans lesquelles les investisseurs à impact (Alterfin, la Fondation Grameen Crédit Agricole, Incofin, Oikocredit, responsAbility, SIDI, Symbiotics, AgDevCo et, depuis 2023, Bamboo Capital Partners) et leurs structures d'appui technique sont déjà actifs.

Les bénéficiaires ciblés faisant partie du portefeuille des investisseurs à impact ou de leurs prospects, le processus de financement est facilité et le SSNUP permet aussi de réduire les risques liés aux investissements réalisés par les investisseurs à impact qui sont partenaires. SSNUP est soutenu par les gouvernements du Luxembourg, de la Suisse et du Liechtenstein. ADA coordonne le programme et assure le partage des connaissances et la diffusion des meilleures pratiques.

En 2023, le nombre de projets financés et d'organisations soutenues a considérablement augmenté (34 projets approuvés pour 119 organisations contre 26 projets pour 35 organisations en 2022).

F2.0 : une plateforme en ligne pour faciliter le financement des intrants et la gestion des stocks

ADA a créé une plateforme en ligne permettant de faciliter la gestion des prêts accordés par les IMF aux petits exploitants agricoles situés dans des zones reculées et à leurs coopératives

afin de financer l'achat d'intrants et la gestion des stocks de manière efficace et rentable.

Alors que les IMF bénéficient de la gestion simplifiée des prêts et de la réduction des risques, les agriculteurs peuvent ouvrir un compte bancaire et accéder aux financements pour recevoir des intrants en temps voulu. Les coopératives, quant à elles, peuvent réaliser des bénéfices en vendant les récoltes au fil du temps, en gérant leurs stocks en fonction de la demande du marché.

- En 2023, le focus était sur l'amélioration de la gestion des risques et de la qualité du portefeuille de prêts, ce qui a entraîné une augmentation significative de l'encours des prêts (de 1,1 en 2022 à 4,3 millions en 2023) et des bénéficiaires (d'environ 3 400 à 7 400). Au cours des prochaines années, ADA vise à transformer F2.0 en une entité indépendante et autosuffisante au service des organisations paysannes et des petits exploitants agricoles.





© Elena Hermosa-Trocaire



ADA soutient les petits exploitants agricoles et forestiers en favorisant la mise en relation des acteurs des chaînes de valeur agricoles et forestières et en les aidant à accéder à des financements adaptés et durables.



© ADA

9 836 nouveaux **bénéficiaires de services financiers**

8 195 **bénéficiaires de crédits** dédiés à la production agricole, à l'achat d'intrants agricoles, la gestion forestière ou le stockage de bois

1 641 **bénéficiaires d'assurance** agricole indicielle

35 151 nouveaux **bénéficiaires de renforcement de capacités**

17 910 **producteurs bénéficiaires d'appui technique** sur les bonnes pratiques de production

16 854 **producteurs bénéficiaires d'éducation financière**

384 **productrices ou acteurs des chaînes de valeur bénéficiaires d'appui à l'entrepreneuriat** dans le secteur agricole ou forestier

22 288 nouveaux **bénéficiaires de solutions d'accès au marché**

21 603 **producteurs ou transformateurs mis en lien avec d'autres acteurs de la chaîne de valeur** (fournisseurs ou acheteurs) via une plateforme digitale

587 **producteurs bénéficiaires d'une certification** (commerce équitable, biologique, etc.)

98 **acteurs bénéficiaires d'une amélioration de la stratégie de commercialisation** (amélioration des produits, ciblage de nouveaux marchés)

Contribution aux ODD



OBJECTIF 8.10 :

Renforcement des capacités des institutions financières



OBJECTIF 2.3 :

Amélioration de la productivité agricole et des revenus des petits producteurs, notamment grâce à l'accès aux services financiers



OBJECTIF 2.4 :

Adoption de pratiques agricoles productives, durables et résilientes

OBJECTIF 15.1 :

Exploitation durable des écosystèmes terrestres et d'eau douce

OBJECTIF 15.2 :

Gestion durable des forêts

OBJECTIF 15.3 :

Lutte contre la désertification et restauration des terres dégradées

Améliorer l'accès à l'énergie & à l'eau pour un développement durable

ADA encourage l'accès des petites et moyennes entreprises aux énergies renouvelables afin de soutenir leurs activités et sécuriser l'accès à l'énergie générée par des mini-réseaux solaires dans les villages.

En parallèle, ADA améliore les conditions de vie des ménages vulnérables en leur assurant un accès à des services de base essentiels tels que l'eau et l'énergie.

© Coumba Communication



À l'heure où l'accès aux services de base est crucial pour l'inclusion sociale et économique, de nombreuses communautés sont encore privées d'un accès à l'énergie, à l'eau potable et à l'assainissement, en particulier les femmes dans les régions rurales des pays en développement. ADA identifie dans ces pays des fournisseurs de solutions innovantes destinées à améliorer l'accès à ces services et développe avec des institutions de microfinance locales des crédits pour permettre aux plus vulnérables d'acquiescer ces solutions.

Eau, assainissement et hygiène

Au Cambodge, les opérateurs privés qui approvisionnent les zones rurales en eau potable sont confrontés à des défis financiers et à un besoin de formalisation de leur activité. En 2023, ADA a collaboré avec le centre de services local iSEA (Innovative Services, Engineering and Advisory) afin d'appuyer ces opérateurs privés dans la gestion de leurs activités pour assurer la viabilité des infrastructures et a développé des solutions de prêt adaptées à leurs besoins financiers en partenariat avec l'institution de microfinance Chamroeun. À travers ce projet, ADA vise à améliorer la qualité et l'accès à l'eau potable pour les populations rurales de manière durable.

ADA a également finalisé un projet-test avec l'ONG Water for People au Guatemala destiné à installer des équipements sanitaires dans les écoles primaires et à sensibiliser les communautés aux pratiques d'hygiène afin de convaincre les familles à adopter ces équipements sanitaires. Des solutions de financement ont été fournies par des institutions de microfinance partenaires. Une évaluation a été réalisée en fin d'année pour tirer des leçons de cette expérience.

L'évaluation de ces deux projets-tests devrait permettre à ADA de mieux comprendre les priorités à prendre en compte sur cette thématique et d'initier la formulation d'un programme ambitieux qui pourrait être envisagé à partir de 2025.

Énergie renouvelable

Deux projets-tests initiés en 2022 se sont clôturés fin 2023, notamment au Bangladesh avec l'ONG Friendship qui encourageait l'utilisation de pompes d'irrigation pour l'agriculture alimentées par l'énergie solaire.

Durant l'année écoulée, huit nouveaux projets-tests ont été lancés, notamment un projet sur le pompage solaire au Burkina Faso, deux projets au Bénin alliant accès à l'énergie, finance digitale et entrepreneuriat rural et un projet sur le transport urbain vert au Sénégal. Quatre autres projets-tests ont également été mis en œuvre au Burkina Faso et au Sénégal avec des opérateurs de mini-réseaux solaires pour sécuriser l'accès à l'énergie renouvelable à travers la promotion de l'usage productif de l'énergie (utilisation de l'énergie pour répondre à des besoins professionnels) des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) situées dans des zones rurales n'ayant pas accès au réseau électrique national.

ADA a également renforcé ses relations avec des acteurs clés du secteur de l'énergie renouvelable comme GERES, une ONG spécialisée dans la transition énergétique, et le réseau Alliance for Rural Electrification.



© Coumba Communication

Programme EVER : Énergie Verte pour le développement Rural

Ces avancées significatives sur la thématique de l'accès à l'énergie renouvelable ont permis à ADA de formuler le programme EVER, dont l'objectif est de garantir l'accès à l'énergie en soutenant les opérateurs de mini-réseaux solaires et en promouvant l'utilisation productive de l'énergie par les très petites entreprises et les ménages. Un premier projet défini au Sénégal avec l'opérateur de mini-réseaux solaires COSEER (Consortium sahélien d'énergies renouvelables) vise à démontrer que l'utilisation de l'énergie solaire peut favoriser le développement rural et soutenir la croissance des réseaux de mini-centrales solaires.



© ADA



ADA soutient les entrepreneurs ruraux afin de sécuriser l'accès à l'énergie verte générée par des mini-réseaux solaires et améliore les conditions de vie des ménages en favorisant l'accès à l'eau.



© ADA



© Coumba Communication



© Coumba Communication

Chiffres clés 2023 accès aux services de base

Résultats des activités de développement de services financiers et de programmes de sensibilisation et d'accompagnement :

973

bénéficiaires (individuels ou ménages) de services de renforcement de capacités en lien avec l'accès aux services de base (**sensibilisation ou accompagnement à l'entrepreneuriat**).

761

ménages ou individus ayant accès aux services de base, parmi lesquels :

- **336 ménages ont accès à l'eau et à l'assainissement** grâce au crédit
- **353 ménages ou individus ont accès aux équipements** efficaces en énergie ou fonctionnant à l'énergie renouvelable grâce au crédit ou via des fournisseurs d'équipement ayant eu accès au crédit
- **72 ménages ou entrepreneurs ont accès à l'énergie solaire** via un mini-réseau

Contribution aux ODD



OBJECTIF 8.10 :

Renforcement des capacités des institutions financières

OBJECTIF 11.1 :

Amélioration des conditions de vie

Appuyer le renforcement du secteur de la finance inclusive

ADA renforce le secteur de la finance inclusive et soutient les stratégies nationales d'inclusion financière des pays prioritaires de la Coopération luxembourgeoise.

ADA apporte son appui aux acteurs institutionnels dans ces pays tels que les ministères, les fonds publics et les banques centrales pour promouvoir la transparence, la responsabilité et la protection des clients.

Renforcement du secteur de la finance inclusive

ADA participe au renforcement du secteur de la finance inclusive en s'impliquant dans divers programmes de coopération bilatérale entre le Luxembourg et le pays concerné, qui offrent à ADA un cadre institutionnel pour apporter son appui. En 2023, ADA a notamment participé à la formulation de projets d'appui au secteur et de développement de services de finance inclusive contribuant aux programmes de la Coopération luxembourgeoise dans 9 pays, le plus souvent en collaboration avec l'agence luxembourgeoise pour la Coopération au développement LuxDev.

- Au **Rwanda** par exemple, ADA a formulé une des quatre composantes du projet d'appui au Kigali International Finance Center (KIFC) qui sera mis en œuvre par LuxDev. Cette

composante vise à appuyer les PME en renforçant leurs capacités et en développant des services financiers adaptés et innovants, notamment en s'inspirant du programme YES-FI – Young Entrepreneurs Sustainable Financing Initiative (cf. page 14). ADA a également contribué à formuler un projet financé par la Coopération luxembourgeoise et l'Union européenne, visant à renforcer les chaînes de valeur dans les domaines de l'aquaculture et de l'horticulture. ADA s'est focalisée sur la création de mécanismes facilitant l'accès des acteurs de ces chaînes de valeur à des financements pour les aider à développer leurs activités.

- Au **Bénin**, ADA a formulé le programme « Finance inclusive et innovante » avec LuxDev qui prévoit un appui au ministère des Affaires sociales et de la Microfinance, à deux fonds publics, au régulateur et aux IMF. Ensemble,

ils travailleront à digitaliser les chaînes de valeur agricoles et à encourager les petits agriculteurs à adopter des pratiques favorisant leur résilience aux changements climatiques.

- Au **Sénégal**, ADA a contribué à un projet de LuxDev d'insertion socio-professionnelle des jeunes qui a permis de financer 859 jeunes en 2023.
- Au **Laos**, ADA et l'association de microfinance LMFA (Lao Microfinance Association) ont apporté leur soutien à un programme de LuxDev portant sur la création et la consolidation de caisses villageoises, des structures locales de microfinance qui offrent un accès au crédit sans garanties pour les populations rurales. L'objectif est de viabiliser ces caisses en les intégrant dans des IMF ou en les consolidant sous une caisse-mère, agréées et supervisées par la Banque centrale du Laos.

Appui aux stratégies nationales d'inclusion financière

ADA accompagne les acteurs institutionnels nationaux dans la mise en œuvre de leur stratégie nationale d'inclusion financière, en particulier pour l'amélioration de la supervision du secteur, la mise en place de mécanismes de refinancement pour les IMF ou l'éducation financière de la population.

- En **Tunisie**, ADA a poursuivi son appui aux activités d'éducation financière de la population. Des films-séries pédagogiques d'éducation financière ont été produits pour être diffusés sur une chaîne de télévision privée. ADA a également accompagné les IMF dans la conception et l'opérationnalisation d'un produit d'assurance, dont une étape de commercialisation à titre pilote est prévue pour 2024.
- Au **Cabo Verde**, ADA s'est concentrée sur le refinancement des IMF, la protection des clients et la digitalisation des opérations. ADA a notamment aidé la Banque Centrale à améliorer ses instruments de reporting pour superviser les IMF et a permis à la plupart des IMF de digitaliser leurs opérations, notamment pour soumettre leurs rapports aux autorités de supervision ou pour générer des informations demandées par la centrale des risques.

En 2023, la situation sécuritaire dans les pays du Sahel s'est détériorée, impactant les interventions de ADA dans trois pays.

- Au **Niger**, le coup d'État militaire de juillet a conduit le Luxembourg à suspendre sa coopération avec le pays, interrompant ainsi la mise en œuvre du projet d'appui au développement de la finance inclusive.
- Au **Mali**, la capitale Bamako a été classée en zone rouge, contraignant ADA à suspendre ses missions de suivi du projet d'appui aux dispositifs de financement des filières agricoles soutenues par LuxDev.
- Au **Burkina Faso**, ADA a participé à la formulation d'un projet « Jeunes et métiers verts » qui devait appuyer le développement de produits financiers et non financiers favorisant l'entrepreneuriat vert, générateur d'emplois pour les jeunes, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de la construction durables, ainsi que des énergies renouvelables. Son démarrage prévu en 2024 a été suspendu suite à la dégradation des conditions de sécurité et à la décision du ministère des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg de suspendre sa coopération avec le Burkina Faso compte tenu de la situation politique du pays.



ADA favorise la création de conditions favorables à l'inclusion financière en travaillant avec l'ensemble des acteurs de l'écosystème aux niveaux macro, méso et micro.



Chiffres clés 2023 appui sectoriel

3 pays (Cabo Verde, Tunisie, Niger) dans lesquels ADA a accompagné les acteurs institutionnels nationaux dans la mise en œuvre des stratégies nationales d'inclusion financière, en particulier pour :

- la mise en place de mécanismes de refinancement pour les IMF
- l'amélioration de la supervision du secteur de la microfinance
- l'éducation financière de la population

2 222 femmes formées en éducation financière en Tunisie

Contribution aux ODD



OBJECTIF 17.9 :

Appui aux plans nationaux dans les pays en développement

ADA, conseiller en investissement de LMDF et du FIT



En 2009, ADA a créé un fonds d'investissement privé, le Luxembourg Microfinance and Development Fund (LMDF), au travers duquel des investissements (sous forme de dettes) ont été réalisés depuis. En tant que conseiller en investissement mandaté pour le fonds LMDF, ADA prospecte, analyse et sélectionne des institutions de microfinance dont les profils correspondent à ceux recherchés par le fonds. ADA sélectionne uniquement des IMF qui répondent aux critères financiers durables et d'impact de LMDF et qui apportent une valeur ajoutée spécifique au marché sur lequel elles opèrent.

ADA effectue des visites de due diligence (audit préalable à l'investissement), présente les dossiers d'investissement au comité ad hoc et assure le suivi des investissements afin de remplir la mission financière et sociale du fonds. ADA aide également le fonds à définir sa stratégie d'investissement. En 2023, les préparatifs ont été lancés pour transformer IforD en un fonds réglementé avec la BIL Manage Invest comme société de gestion.

L'encours du portefeuille de LMDF a augmenté de manière significative, passant de 42 millions fin 2022 à 46

millions d'euros fin 2023.

Dans certains cas, ADA complète les investissements de LMDF en dispensant des formations et un appui technique aux IMF afin d'optimiser leurs performances financières et sociales. Cette assistance permet à la fois d'améliorer leur bilan et d'assurer une protection appropriée des consommateurs. Plus généralement, cette diffusion des bonnes pratiques est utile non seulement à l'IMF soutenue, mais contribue également à renforcer l'ensemble du secteur de la finance inclusive des pays concernés.



© ADA

Lancement du FIT, un outil de financement d'impact social

En collaboration avec la direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire du ministère des Affaires étrangères et européennes, ADA a lancé en 2023 un outil de financement d'impact : celui-ci a vocation à étendre le soutien financier apporté aux IMF à d'autres entités, telles que les PME et les organisations de soutien aux entreprises ayant un impact social dans les pays en développement. A la fin de l'année, le FIT avait soutenu des entités au Sénégal, au Rwanda et au Guatemala (cf. page 12).

Le Financing Innovation Tool (FIT) est la première société d'impact social (SIS) créée pour des services financiers. Les actions du FIT sont à 100 % des actions à impact, ce qui signifie que tous les bénéfices sont réinvestis dans la société.

ADA intervient comme conseiller en investissement du fonds LMDF (Luxembourg Microfinance and Development Fund) et du FIT (Financing Innovation Tool).

ADA effectue la prospection, la sélection et l'analyse financière, sociale et environnementale d'institutions innovantes et à fort impact social.

Chiffres clés 2023 conseil en investissement

17 M EUR décaissés auprès de **19 IMF** au cours de l'année via le fonds LMDF

22 IMF du portefeuille LMDF **beneficiaires d'appui technique de la part de ADA**

47 IMF pour **46,4 M EUR d'encours** dans le portefeuille LMDF fin 2023

62 674 beneficiaires de crédit dédié aux activités productives via les IMF financées

949 500 EUR déboursés par le FIT au cours de l'année auprès de 3 institutions financières



© ADA

Contribution aux ODD



10.B ET 17.3

Investissements directs étrangers

Amélioration continue au sein de l'organisation grâce aux activités de gestion des connaissances

ADA capitalise, produit et partage des connaissances sur la base des expériences et des enseignements tirés de ses projets, en interne, mais aussi par le biais de publications et d'interventions lors d'événements spécialisés.

L'équipe en charge des activités de gestion des connaissances procède notamment à des évaluations et identifie les bonnes pratiques permettant d'améliorer de manière continue l'impact et l'efficacité des activités de ADA.



Afin de tirer parti d'un large éventail d'expériences, l'équipe « gestion des connaissances » assure l'évaluation et la capitalisation de projets sélectionnés représentatifs des principaux domaines d'intervention de ADA.

Pour dégager les leçons apprises d'un projet, l'équipe en charge de la gestion des connaissances chez ADA collecte des données directement sur le terrain auprès des différentes parties prenantes impliquées, des organisations partenaires aux bénéficiaires finaux.

Cette interaction directe avec l'ensemble des acteurs d'un projet est essentielle pour replacer les résultats du projet dans leur contexte, obtenir une vue couvrant l'ensemble des perspectives, et assurer ainsi l'amélioration continue des activités de ADA.

En 2023, l'équipe a tiré les leçons des projets suivants :

- le développement de produits de financement agricole avec la FUCEC (l'organisation faîtière des coopératives d'épargne et de crédit au Togo) pour répondre aux besoins des différents acteurs des chaînes de valeur agricoles, grâce à des contrats tripartites gagnant-gagnant entre les producteurs, les agrégateurs (acheteurs ou transformateurs) et les institutions de microfinance.

- l'appui au réseau CMA (Cambodia Microfinance Association) durant une quinzaine d'années, qui a permis de contribuer à la mise en place d'un cadre national de protection des clients visant à réduire le risque de surendettement.

- des « quick wins » digitaux avec 17 membres du réseau d'institutions de microfinance d'Amérique centrale et des Caraïbes REDCAMIF, qui ont permis d'améliorer la qualité des services et des portefeuilles des institutions.

En ce qui concerne la méthodologie, l'équipe de gestion des connaissances a collaboré avec le LIST (Luxembourg Institute of Science and Technology) pour développer un outil de mesure d'impact en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Basé sur les résultats de deux projets de ADA visant à permettre l'accès à l'énergie solaire ou à des équipements efficaces en énergie au Sénégal et au Bangladesh, l'outil peut être réutilisé pour d'autres projets.

Partage de connaissances

Ces nouvelles connaissances produites sont partagées au moyen de publications ou lors d'événements spécifiques. ADA propose également des programmes de formation pour les professionnels de la finance inclusive afin de favoriser le développement

de connaissances et compétences dans le secteur de la finance inclusive.

Des formations académiques et professionnelles sont offertes à la Faculté de droit de l'Université de Luxembourg (Uni.lu) où ADA sponsorise une Chaire en droit et régulation de la finance inclusive. Le titulaire de la Chaire, le professeur Dirk Zetzsche, mène également des travaux de recherche et organise chaque année une conférence de recherche sur la finance inclusive et durable.

Une formation annuelle en finance agricole et rurale (FAR) est organisée en collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) afin de renforcer les compétences des institutions financières participantes et de leur permettre de développer des produits adaptés au secteur agricole.



Via ses activités de gestion des connaissances, ADA favorise l'amélioration continue de ses interventions et partage ses leçons apprises avec les acteurs du développement et de la finance inclusive.

Chiffres clés 2023 gestion des connaissances

2 programmes de formation délivrés

5 autres événements de partage de connaissances co-organisés (conférences, événements en ligne ou ateliers d'échanges)

4 documents de partage de connaissances et leçons apprises publiés avec 120 téléchargements de chaque document en moyenne

Connaissances diffusées à :

- **159 organisations** formées
- **1 000 participants environ à la conférence de la SAM**



© Marbos Productions

Le secteur de la finance inclusive rassemblé au Togo pour la SAM

Avec plus de 1 000 participants qui se sont réunis à Lomé du 16 au 20 octobre 2023, la Semaine africaine de la microfinance (SAM) est sans conteste l'événement phare de finance inclusive en Afrique.

Le thème de cette édition, « Vers une finance inclusive et durable », a permis de souligner l'importance de la finance inclusive pour un développement durable et une adaptation aux changements climatiques.



Organisée conjointement par le ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur du Luxembourg, le réseau des institutions africaines de microfinance MAIN et ADA, la SAM offre une plateforme unique d'apprentissage, de networking et de partenariat entre experts, institutions financières, investisseurs, entrepreneurs, ONG, régulateurs et gouvernements.

Conférence « Vers une finance inclusive et durable »

Durant deux jours, 90 orateurs internationaux se sont succédés pour parler du rôle de la finance inclusive dans la réduction des risques liés aux changements climatiques et dans la transition vers une économie verte et

résiliente en Afrique.

Les points à retenir :

- La finance inclusive est cruciale pour aider les populations vulnérables à s'adapter aux effets des changements climatiques grâce à des solutions telles que l'assurance, l'épargne et les fonds d'urgence ;
- La finance inclusive peut favoriser la transition vers une économie verte en finançant des activités économiques liées aux énergies renouvelables, à l'agriculture durable et aux infrastructures résilientes aux changements climatiques ;
- Il est nécessaire d'adopter une approche holistique centrée sur les besoins financiers (crédit, épargne,

assurance) et non financiers (formation, éducation, équipements, accès aux marchés, etc.) des clients pour les accompagner vers la résilience et la transition écologique ;

- Les partenariats et collaborations entre acteurs de l'écosystème tels que les régulateurs, les investisseurs, les institutions financières, les fintechs et les organisations de la société civile sont essentiels pour amplifier la portée et l'impact de la finance inclusive durable ;
- Les participants ont été appelés à s'engager activement dans la lutte contre les effets des changements climatiques et à sensibiliser les nouvelles générations aux enjeux environnementaux.



© Philippe Lissac



©Philippe Lissac



La militante écologiste Ineza Umuhozo (à droite sur la photo du haut) a passé un appel pour inciter les participants à s'engager activement dans la lutte contre les effets des changements climatiques.



©Philippe Lissac



©Philippe Lissac



Formations, ateliers et visites de terrain

Vingt-six ateliers et formations ont été organisés sur des thématiques clés du secteur, comme la finance digitale et agricole, la mesure d'impact sociale et environnementale, la finance inclusive et les énergies renouvelables, les mécanismes de financement inno-

vants ou encore la réglementation. Pour la première fois, le programme d'accélération de Fintechs, « CATAPULT Inclusion Africa », développé par la Fondation LHofT, s'est déroulé en français pendant la SAM.

Trois visites de terrain auprès d'institutions de microfinance locales et de bénéficiaires de projets ont également

été organisées, notamment une visite de l'IMF Assilassimé en présence du ministre de la coopération Franz Fayot et à Kpalimé auprès d'une pépinière gérée par l'ONG Graine de vie, qui a mis en place un projet de compensation de l'empreinte carbone de la SAM en reboisant des arbres le long des rives du fleuve Mono (cf. page 36).



Foire aux investisseurs

Conçue à l'origine comme un moyen pour les institutions de microfinance d'entrer en contact avec des fonds d'investissement intéressés par la finance inclusive, la foire aux investisseurs a élargi sa cible. Cette année,

en plus des institutions de microfinance, elle a ouvert ses portes à des PME et des startups prometteuses à la recherche d'opportunités d'investissement. Au total, 22 investisseurs d'impact et 130 bénéficiaires ont ainsi participé à la foire, générant plus de 750 rendez-vous.



Village des innovateurs

Le village des innovateurs a permis à une trentaine d'organisations de présenter leurs solutions innovantes et durables visant à améliorer les pratiques de la finance inclusive. Parmi ces solutions, on peut citer les services financiers ainsi que des solutions digitales liées aux transactions financières et à l'assurance, des plateformes d'accès au marché et des solutions

de gestion interne des organisations, telles que des systèmes d'information et de gestion. Quatre prix ont été remis par les partenaires du village aux meilleurs innovateurs dans leur catégorie, notamment :

- ARE (Alliance for Rural Electrification) pour la meilleure innovation durable ;
- FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture),

pour la meilleure innovation sur le thème de la finance agricole ;

- LHoFT (Luxembourg House of Financial Technology) pour la meilleure Fintech de son programme d'accélération «Catapult Inclusion Africa» ;
- MSC (MicroSave Consulting), pour le prix de la créativité digitale.



Pour la première fois, la SAM a accueilli le programme d'accélération « Catapult: Inclusion Africa » développé par la LHoFT qui soutient les start-up Fintechs en Afrique dans le développement de leurs activités et l'atteinte de leurs objectifs d'inclusion.

L'écosystème luxembourgeois présent à la SAM

ADA a rassemblé des acteurs clés luxembourgeois à la SAM, comme LuxDev, la Social Performance Task Force (SPTF), la Banque européenne d'investissement (BEI), Arendt, l'Université de Luxembourg, e-MFP, Microin-

urance Network (MiN), Luxembourg Microfinance and Development Fund (LMDF) ou encore le réseau Inclusive Finance Network Luxembourg (InFiNe.lu). C'est aussi la première fois que le programme d'accélération « Catapult Inclusion Africa » de la Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT) se déroulait pendant la SAM.



Une grande diversité d'acteurs se réunit pendant la SAM : la plupart rappelle le besoin d'adopter une approche centrée client pour le développement de produits et services financiers inclusifs.



Chiffres clés de la SAM 2023

5

jours d'événements

2

jours de conférence

90

orateurs

5

sessions plénières

13

sessions parallèles

5

ateliers

26

formations et ateliers

3

visites de terrain

22

investisseurs

+130

bénéficiaires

782

rendez-vous entre investisseurs et bénéficiaires

30

exposants au village des innovateurs

Merci à nos sponsors et partenaires

Sponsors Gold de la SAM



Sponsors Silver de la SAM



Sponsors Bronze de la SAM



Partenaires médias



Sponsors du village des innovateurs



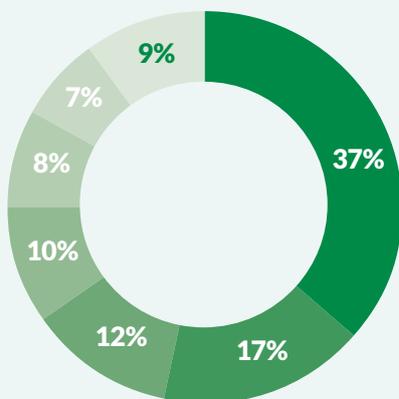
Partenaires du village des innovateurs



Une grande diversité de participants

1 024 participants de 54 pays, dont 36 pays africains

Profils des participants :

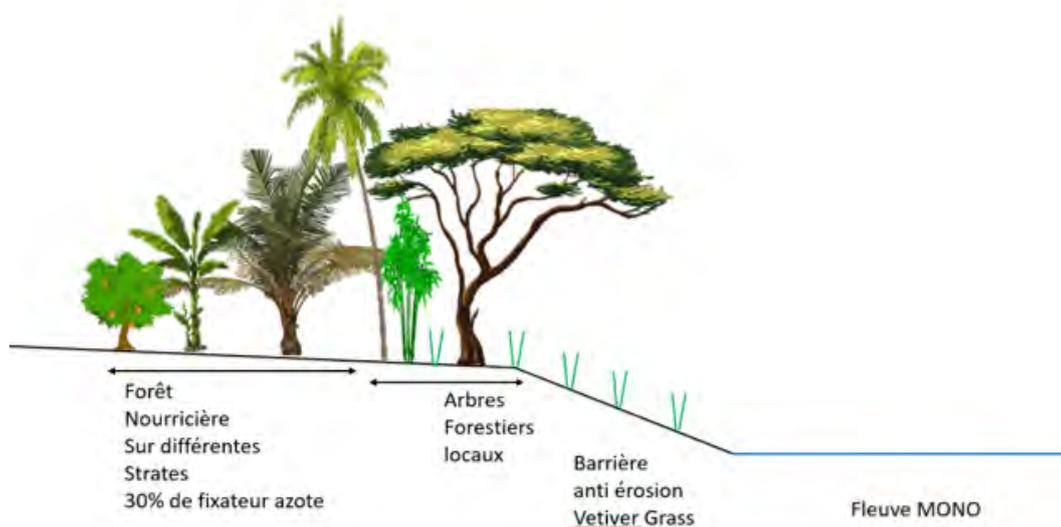


- Institutions financières
- ONG - acteurs formation - recherche
- Investisseurs
- Entreprises privées
- Techs
- Organisations publiques
- Autres

Les retombées de la SAM selon les participants



Notre engagement à compenser nos émissions carbone



Projet de reboisement lié à l'agroforesterie sur les rives du fleuve Mono au Togo



Les forêts jouent un rôle fondamental dans le stockage du carbone et la stabilisation du climat. La déforestation participe à la libération du carbone, en générant près de 20 % des émissions anthropiques mondiales de CO₂. De ce fait, la déforestation représente la troisième source d'émissions après le charbon et le pétrole.

À l'inverse, la reforestation contribue à réduire la quantité de CO₂ dans l'atmosphère, les arbres nouvellement plantés faisant office de puits de carbone. ADA compense ainsi les émissions induites par ses déplacements professionnels et ses bureaux en investissant dans des projets de reforestation.

Compenser l'empreinte carbone de ADA

Depuis 2021, ADA est partenaire de la Fondation Hëllef fir d'Natur de natur&ëmwelt, qui vise à préserver la biodiversité au Luxembourg. Grâce à ce partenariat, 2 000 arbres sont plantés chaque année dans la réserve naturelle de Bischbur, au nord du

Luxembourg, le but étant de reboiser les forêts d'épicéas ravagées par les scolytes avec différentes essences d'arbres adaptées au climat local. En 2023, les collaborateurs de ADA ont pour la première fois planté directement 700 de ces arbres.

« En combinant les bonnes variétés adaptées au climat local sur un territoire autrefois occupé par des monocultures d'épicéas (conifères) qui sont en train de disparaître, nous veillons au retour de la biodiversité et à la réhabilitation de l'écosystème forestier de feuillus d'origine », explique Patrick Losch, Président des Conseils d'administration de ADA et de la Fondation Hëllef fir d'Natur.

Compenser l'empreinte carbone liée à la Semaine africaine de la microfinance (SAM)

Lors de l'édition 2023 de la Semaine africaine de la microfinance (SAM) à Lomé, au Togo, la question de la durabilité était au cœur des discussions. Pour compenser l'empreinte carbone de cet événement, nous avons renforcé

notre collaboration avec l'ONG Graine de vie qui se démarque par ses initiatives de reboisement notamment au Togo, en parfaite adéquation avec les objectifs de développement durable promus durant la SAM (cf. page 30). Graine de vie Togo appartient au réseau Graine de vie, également présent au Luxembourg. ADA a signé un accord de partenariat avec Graine de vie Luxembourg en 2023 pour mener un projet commun de reforestation sur 5 ans au Togo. Le projet vise à reboiser une bande de 50 km le long du fleuve Mono (côté togolais et béninois) en plantant 20 000 arbres avec la participation active de la population locale.



COLLABORATION

Nos partenaires institutionnels en 2023



FACULTY OF LAW,
ECONOMICS
AND FINANCE

Conseil d'Administration 2023

Président : Patrick Losch

Vice-présidents : Nicole Dochen, Gilles Franck et Philippe Onimus

Administrateurs : Karin Faber, Geneviève Hengen, Rémy Jacob, Abraham Schim van der Loeff, Luc Vandeweerd, Robert Wagener et Claude Witry



ADA est une organisation non-gouvernementale agréée et cofinancée par la direction de la Coopération au développement et de l'action humanitaire du Luxembourg.



ADA bénéficie du Haut Patronage de Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg.

Éditeur

ADA asbl
39 rue Glesener
L-1631 Luxembourg
www.ada-microfinance.org

Faites un don

BIL : LU66 0021 1753 6992 8900
Copyright : ADA, juin 2024
Mise en page : h2a

Suivez ADA sur

